

L'électricité dévore le paysage



Les barrages et les lignes électriques transforment le paysage. © Michael Bertulat

Les projets de construction de nouveaux barrages et de nouvelles lignes électriques attisent le débat sur l'équilibre entre la transition énergétique et la protection du paysage. Un équilibre difficile à trouver.

Un nouveau lac de barrage capable d'alimenter en électricité 35 000 foyers est en projet au pied du glacier de Trift, dans le canton de Berne en Suisse. Ce projet est une conséquence directe du réchauffement climatique : la fonte du glacier de Trift a entraîné la formation d'un nouveau lac que l'on veut aujourd'hui verrouiller par un barrage de 165 mètres de haut. La majorité des associations environnementales soutiennent ce projet, dans l'espoir que le canton de Berne considérera ainsi avoir rempli ses obligations de contribution à la transition énergétique nationale, et qu'il renoncera à la construction de nombreuses petites centrales hydroélectriques très critiquées du point de vue environnemental. Les associations n'ont toutefois aucune garantie dans ce sens. Plusieurs organisations de défense de l'environnement – dont l'association suisse de protection des eaux Aqua Viva – ont donc décidé de déposer un recours et sont prêtes à aller jusqu'au Tribunal fédéral si nécessaire. Selon elles, l'intérêt de la protection d'un paysage de haute montagne exceptionnel doit passer avant la contribution relativement faible du projet à la production d'énergies renouvelables.

Résistance à des projets énergétiques en Italie et en Autriche

La Suisse n'est pas le seul pays où les esprits s'échauffent. Les habitants de la commune italienne de Domodossola s'opposent à la construction d'une nouvelle ligne très haute tension à travers les Alpes, baptisée « Interconnectore ». Cette nouvelle « autoroute de l'électricité » transalpine affecterait de nombreuses vallées encore intactes.

En Autriche aussi, le WWF, le Club Alpin Autrichien et les Amis de la Nature se mobilisent contre de grands projets de construction énergétique. Le site web de leur campagne pour la protection des paysages intacts des Alpes, intitulée « Seele der Alpen » (l'âme des Alpes), dénombre huit grands projets énergétiques dans des paysages protégés rien qu'en Autriche. Les exploitants de la centrale électrique de Kühtai prévoient par exemple de construire une nouvelle centrale de pompage-turbinage à plus de 2 000 mètres d'altitude, avec une nouvelle retenue d'une capacité de 31 millions de m³ et un réseau de conduites qui acheminera l'eau d'autres vallées.

Les Alpes n'y gagneraient-elles pas si l'on décidait de s'engager sur la voie d'une véritable transition énergétique – c'est-à-dire de ne plus gaspiller l'énergie comme c'est le cas aujourd'hui ? Ce sera l'une des questions abordées du 27 au 30 septembre lors du séminaire « Energiewende : Nachhaltig oder hinterhältig? » (« La transition énergétique : démarche soutenable ou piège ? ») au Centre Salecina en Suisse. Le séminaire est organisé entre autres par Aqua Viva, CIPRA Suisse, l'association du Grimsel, la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, l'hebdomadaire WOZ (Wochenzeitung) et le Centre de vacances et de formation Salecina. Les inscriptions sont encore ouvertes.

Sources et informations complémentaires :

[www.nzz.ch/schweiz/einsprache-gegen-stauseeprojekt-am-triftgletscher-ld.1355073\(de\)](http://www.nzz.ch/schweiz/einsprache-gegen-stauseeprojekt-am-triftgletscher-ld.1355073(de)), www.grimselstrom.ch/ausbauvorhaben/speichersee-und-kraftwerk-trift/ (de), www.ossolanews.it/ossolanews/domodossola-fa-le-pulci-al-progetto-interconnector-7414.html (it), [www.seele-der-alpen.at/karte/\(de\)](http://www.seele-der-alpen.at/karte/(de)), [www.cipra.org/de/veranstaltungen/stromtagung-in-salecina\(de\)](http://www.cipra.org/de/veranstaltungen/stromtagung-in-salecina(de)), avenirhautedurance.com/category/le-projet-rte/

Point de vue : En voyage à travers les Alpes



Magdalena Christandl, membre du Conseil des jeunes de la CIPRA. © Darko Todorovic

L'envie de voyager n'est pas forcément incompatible avec le développement durable. « Le Pass Interrail transalpin montre de manière exemplaire comment sensibiliser et intéresser les jeunes à leur espace de vie », explique Magdalena Christandl du Conseil des jeunes de la CIPRA.

Le « Youth Alpine Interrail Pass » permet cette année pour la première fois à 100 jeunes de 16 à 27 ans de découvrir huit pays alpins pour 50 euros en voyageant dans le respect du climat. Plus de 450 jeunes ont candidaté. Les participants sélectionnés commenceront leur voyage en juillet 2018 et raconteront leurs aventures sur les réseaux sociaux et sur le site yocalin.org.

Ce projet a été lancé à notre initiative, celle des onze jeunes habitants des Alpes qui composent le Conseil des jeunes de la CIPRA. Il traduit notre sens des responsabilités pour l'avenir de notre espace de vie et notre volonté de voir nos idées appliquées par les responsables politiques.

Nous nous engageons pour rendre les voyages dans les Alpes plus respectueux du climat, plus conscients et surtout plus abordables. Le projet pilote « Youth Alpine Interrail » nous aide à faire un grand pas en avant vers cet objectif. La participation des jeunes permet de générer des idées nouvelles et novatrices, et de les mettre en œuvre avec le soutien des élus.

Grâce à notre implication dans l'ensemble du processus du projet, nous nous identifions fortement à « notre » pass : nous prenons des responsabilités et investissons beaucoup de temps pour proposer une alternative durable aux modes de déplacement polluants. La mise en œuvre et la promotion de ce projet montrent clairement qu'il a été développé par des jeunes, pour des jeunes.

De nombreux jeunes Alpins connaissent mieux les pays lointains que leurs environs immédiats, car il est souvent plus facile et moins cher de prendre l'avion. Nous-mêmes, nous voyageons beaucoup et connaissons bien la situation des voyages dans les Alpes, mais aussi et surtout le pouvoir de persuasion nécessaire pour que d'autres jeunes adultes empruntent régulièrement des modes de transport durable.

Au fil du temps, un autre facteur s'est imposé, probablement tout aussi important pour nous : le renforcement de l'identité alpine. Nous étions nombreux à connaître les îles éloignées du Pacifique, mais pas nos pays voisins.

Les facteurs décisifs de notre succès sont certainement le soutien que notre idée a rencontré dès le départ dans plusieurs pays alpins, ainsi que l'aide active de la part de CIPRA International. Ce qui nous a permis par la suite de convaincre les autres pays de l'intérêt du projet. Nous sommes toujours très engagés, nous nous sentons entendus, et notre motivation à nous impliquer dans les questions politiques ne faiblit pas.

Notre objectif est la généralisation des modes de vie durables, et en particulier des voyages respectueux du climat. Il n'y a pas d'autre alternative pour préserver la diversité et la beauté de la nature alpine.

Le « Youth Alpine Interrail Pass » donne un nouvel élan à la mobilité alpine, et encourage en même temps d'autres jeunes adultes à présenter leurs idées aux décideurs. Le projet pilote montre qu'il y a un réel besoin dans ce domaine. Il s'agit maintenant de poursuivre sur notre lancée ! Nous comptons sur nos soutiens actuels et sur les sociétés de chemin de fer des pays alpins pour faire avancer notre projet.

Website: yocalin.org

Social Media: [Facebook](#) / [Instagram](#)

Inciter les jeunes à participer, mais comment ?



Une nouvelle boîte à outils aide à engager des démarches de participation des jeunes. © CIPRA International

Améliorer la participation des jeunes dans les Alpes : l'objectif est clair, mais les processus mettent du temps à se mettre en place dans les villes et les communes. La « boîte à outils pour la participation des jeunes » du projet GaYA donne un coup de pouce à ces démarches.

Les approches existantes en matière de participation des jeunes tentent la plupart du temps de couler les jeunes dans le moule des procédures bureaucratiques existantes. Or, si de nombreux jeunes ne sont pas impliqués dans la politique politicienne, ils sont souvent politiquement actifs dans les réseaux sociaux ou dans des organisations culturelles, sportives et sociales.

Dans le cadre du projet Interreg Espace alpin GaYA – Governance and Youth in the Alps, les partenaires du projet ont développé une boîte à outils pour la participation des jeunes. Cette boîte à outils propose de nouvelles approches de participation pour répondre aux besoins des jeunes et des élus. Pour Matevž Straus, partenaire de GaYA et consultant de la ville d'Ildrija/SI, il n'y a pas de solution universelle : « Les jeunes ne sont pas un groupe homogène ; il faut en tenir compte lorsqu'on veut améliorer la participation des jeunes ». L'objectif est d'initier des processus participatifs adaptés à la situation locale.

Dans la boîte à outils, des études de cas de toute la région alpine mettent en lumière la diversité des processus de participation, depuis les approches simples telles que l'écoute des jeunes jusqu'à des activités plus complexes et plus globales visant à partager le pouvoir et les responsabilités. Des canevas de la participation facilitent la mise en place de processus adaptés à chaque situation, et une série de cartes propose des solutions aux obstacles les plus fréquemment rencontrés tels que le manque d'intérêt supposé ou les attentes irréalistes des jeunes.

La boîte à outils et son contenu peuvent être téléchargés dans toutes les langues alpines à l'adresse suivante : <http://www.alpine-space.eu/projects/gaya/fr/produits/boite-a-outils-participation-des-jeunes->

Sources et informations complémentaires : www.alpine-space.eu/gaya

Feu et flamme pour les Alpes



Il y a 30 ans, un premier feu symbolique s'est allumé dans les Alpes pour attirer l'attention sur le changement climatique.

© Katharina Conradin.

Le 11 août 2018, la trentième édition des « Feux dans les Alpes » illuminera de nouveau les sommets et les vallées alpines. En cette année anniversaire, les feux attireront l'attention sur le changement climatique.

Le permafrost se dégèle, les glaciers fondent, des coulées de boue envahissent les villages et les routes. Les Alpes sont un écosystème extrêmement sensible qui souffre particulièrement du réchauffement climatique. En allumant des feux dans les Alpes, l'Initiative des Alpes, la CIPRA et Mountain Wilderness Suisse lancent cette année un signal contre les causes du changement climatique.

Les premiers feux ont été allumés en Suisse en 1988. Aujourd'hui, ils sont une source d'inspiration pour les populations de tout l'Arc alpin. De la Slovénie à Nice en passant par Vienne, sur les sommets ou près des villes, des feux sont allumés chaque année

pour la préservation du patrimoine alpin et contre la destruction de cet écosystème sensible. Kaspar Schuler, directeur de CIPRA International depuis juin 2018, accompagne les « Feux dans les Alpes » depuis leur première édition. Que ce soit en sa qualité d'alpagiste, de défenseur de l'environnement ou de spectateur, ces feux sont pour lui une magnifique occasion de vivre son lien avec les Alpes : « Les feux n'attirent pas seulement l'attention sur des thèmes actuels tels que le changement climatique ou la pollution due au trafic : ils rassemblent aussi les gens et offrent une expérience magique dans une atmosphère presque archaïque. »

Participez !

Les feux de solidarité peuvent être organisés facilement. Chacun est libre de choisir son lieu, son programme d'accompagnement et sa thématique, à condition de soutenir l'idée du développement durable. Pour plus d'informations et pour vous inscrire, rendez-vous sur le site www.feuerindenalpen.com (de, it, en).

Migrations journalières et santé



Lors de la conférence « Pemo » à Saint-Gall, les participants ont discuté les risques et les effets secondaires des trajets domicile-travail. ©

Stress, manque d'exercice, fatigue : nos trajets domicile-travail ont une influence sur notre santé. C'est ce qu'a montré la conférence « Pemo » sur la mobilité pendulaire organisée à Saint-Gall/CH.

Les gens qui vont travailler à vélo sont moins fatigués, ont un taux d'absentéisme plus faible et sont plus satisfaits de leur vie professionnelle et personnelle : Urs Näpflin, psychologue du travail et consultant spécialisé en gestion de la santé, a démontré lors de la conférence sur les migrations journalières organisée à Saint-Gall/CH que les trajets domicile-travail pouvaient avoir une influence sur la santé et qu'ils jouaient un rôle important dans la qualité de vie. Il a conseillé aux employeurs d'introduire des horaires souples, de proposer des primes de déménagement aux salariés désireux de s'installer plus près de leur lieu de travail, et de mettre en place des systèmes d'incitations pour encourager les déplacements à pied ou à vélo.

Des chercheurs et des représentants d'entreprises et d'administrations ont présenté dans le cadre de la conférence leurs expériences et leurs projets en matière de mobilité pendulaire. Andreas Knie du Centre d'innovation pour la mobilité et le changement social de Berlin a préconisé une nouvelle répartition du trafic pour donner plus de place aux piétons et aux cyclistes. Roman Cueni, responsable des solutions de mobilité chez CarPostal, a présenté le projet pilote SmartShuttle qui teste l'introduction de navettes autonomes en Suisse.

Il s'agissait déjà de la troisième conférence organisée dans le cadre du projet de mobilité transfrontalière « Pemo ». L'objectif du projet est d'encourager les déplacements domicile-travail respectueux du climat en développant des stratégies sur mesure pour les communes et les entreprises de la vallée du Rhin et de la région du lac de Constance. Le projet « Mobilité transfrontalière dans la Région alpine », dans lequel CIPRA International est également impliquée, étudie les flux pendulaires transfrontaliers. Cette démarche a besoin du soutien de tous les habitants des Alpes : connaissez-vous des exemples intéressants dans le domaine de la mobilité pendulaire transfrontalière ? Participez à l'enquête sur le site <https://su.vc/cbm-alps>.

Sources et informations complémentaires :

www.runtervomgas.de/unterwegs/artikel/die-zukunft-der-mobilitaet.html(de), energiekongress.ch/foren/fachtagung-pendlermobilitaet/(de), www.postauto.ch/fr/projet-«smartshuttle»-0, www.cipra.org/fr/cipra/international/projets/en-cours/migrations-journalieres-et-mobilite-durable-pemo

La Convention alpine se prononce contre l'autoroute Alemagna



La résolution contre la construction de nouvelles autoroutes alpines a été adoptée à l'unanimité. © Jean-Loup Bertez

On assiste ces derniers temps à des tentatives répétées pour remettre à l'ordre du jour l'autoroute Alemagna entre Venise/I et Munich/D. Le Comité permanent de la Convention alpine vient de se prononcer à l'unanimité contre cette nouvelle autoroute alpine.

Le protocole Transports de la Convention alpine est très clair : l'article 11 stipule que « les Parties contractantes s'abstiennent de construire de nouvelles routes à grand débit pour le trafic transalpin ». Or, des voix se sont élevées à plusieurs reprises dans la Région de la Vénétie en faveur de la construction d'une nouvelle liaison rapide entre Munich et Venise, alors que tous les pays concernés (l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie) et l'Union européenne ont ratifié le protocole Transports de la Convention alpine.

A l'initiative de la Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA), le Comité permanent de la Convention alpine a décidé à l'unanimité lors de sa réunion des 13 et 14 juin 2018 de prendre clairement position contre cette nouvelle autoroute alpine. Katharina Conradin, présidente de CIPRA International, se félicite de cet engagement ferme : « Les Alpes souffrent déjà suffisamment du trafic transalpin, du bruit, de la pollution atmosphérique et du changement climatique. Dans ce contexte, l'engagement ferme des parties contractantes contre l'extension du réseau routier transalpin est un signal particulièrement positif. »

Sources et informations complémentaires :

www.cipra.org/de/medienmitteilungen/alpenkonvention-bekraeftigt-widerstand-gegen-neue-alpen-autobahnen (de, en, it)

... et il n'en resta plus que deux



La campagne contre l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver à Sion a porté ses fruits. Olympia2026No/facebook

Après le « non » de Sion/CH, deux candidats sont encore en lice pour les Jeux Olympiques 2026 dans les Alpes. Mais là aussi, le dernier mot n'a pas encore été dit.

Après Innsbruck/A, le canton des Grisons/CH et Munich/D, la population du canton suisse du Valais s'est également prononcée contre la candidature de Sion à l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver 2026. Le Comité International Olympique (CIO) déplore le résultat du référendum, qui s'est traduit par un nouveau « non » dans un pays qualifié comme tous les pays alpins par le CIO de « berceau traditionnel des sports d'hiver ». Stefan Grass, responsable du Comité contre les Jeux Olympiques dans les Grisons, a suivi le vote en Valais. Il n'est pas surpris du résultat : « Beaucoup de gens ne sont pas prêts à accepter les contraintes imposées par le contrat de « ville hôte » du CIO aux organisateurs des JO d'hiver. » L'argument financier est le plus sérieux, mais le

méga-événement soulève également des questions en termes d'écologie et de politique des transports, comme le démontre la CIPRA dans sa position « [Des Alpes sans Jeux Olympiques](#) ».

Dans la ville de Graz/A, qui figure toujours sur la liste des organisateurs potentiels, les voix demandant des réponses à ces questions se font de plus en plus insistantes. Tina Wirnsberger, conseillère municipale de Graz en charge de l'environnement, a profité de la visite du Vice-président du CIO, Juan Antonio Samaranch, pour poser des questions sur le financement, la sécurité et les contrats. « Je n'ai reçu aucune réponse concrète, mais j'ai entendu énormément de publicité pour les 'valeurs olympiques' », a-t-elle posté sur Twitter. En attendant, le parti communiste (KPÖ) de Graz, opposé aux Jeux olympiques, recueille des signatures pour imposer l'organisation d'un référendum. 500 signatures manquent encore pour atteindre les 10 000 signatures nécessaires. Les débats font également rage en Italie, où Cortina d'Ampezzo, Milan et Turin se sont déclarées prêtes à accueillir les Jeux. Là aussi, l'accent est mis sur la question des coûts prévisionnels, tant sur le plan financier qu'écologique. Même les mises en scène tapageuses comme le flashmob « pro-Jeux Olympiques » récemment organisé à Turin ne réussissent pas à faire diversion.

Sources et informations complémentaires :

www.olympia-nein.ch/go/aktuelles/meldungen/sinon.php (de), www.lematin.ch/suisse/sion-2026-5105/story/14427188, www.cipra.org/fr/positions/120, www.kleinezeitung.at/steiermark/chronik/5450952/IOCvizepraesident-im-Rathaus_Fuer-Winterspiele-braucht-Graz-ein (de), <https://twitter.com/tinawirnsberger/status/1009793570184859648> (de), www.kpoe-graz.at/nein-zu-olympia-2026-in-der-schweiz.phtml (de), www.ilfattoquotidiano.it/2018/03/11/olimpiadi-invernali-2026-quattro-motivi-per-cui-sono-contrario-alla-ricandidatura-di-torino/4216316 (it), www.rainews.it/dl/rainews/articoli/Olimpiadi-a-Torino-tensione-in-Giunta-M5S-Sindaco-Appendino-Se-non-passano-si-va-tutti-a-casa-f4bc3d77-771d-4588-a376-71fa6315f9d9.html (it), www.futura.news/2018/06/23/olimpiadi-paralimpiadi-torino-2026-un-flash-mob-olimpico-piazza-castello-dire-si-candidatura-fotogallery(it)

Quo vadis, parc national ?



Malgré le feu vert de la municipalité d'Ascona sur le lac Majeur, le Parc National du Locarnese ne verra pas le jour.

La Suisse n'aura pas de deuxième parc national ; une majorité des huit communes concernées se sont prononcées en juin 2018 contre la création de ce parc. L'une des raisons possibles : la présence de craintes diffuses.

Le nouveau Parc national du Locarnese dans le Tessin/CH aurait occupé une superficie de 218 km², soit la taille du lac Majeur. Il se serait étendu sur plusieurs zones climatiques, des îles Brissago à 193 mètres d'altitude dans les eaux du lac Majeur au sommet du Wandfluhhorn qui culmine à 2 864 mètres. L'accent est mis sur le conditionnel. À l'exception de deux d'entre elles, toutes les collectivités concernées ont voté contre le nouveau Parc national. La décision a été serrée : 4 170 personnes ont voté pour le Parc national, 4 279 contre. Les chasseurs, en particulier, se sont mobilisés contre le Parc national. Urs Tester de l'organisation suisse de protection de la nature Pro

Natura, qui s'engage pour la création d'un deuxième parc national depuis 2000, ne cache pas sa déception : « Le projet du Parc national du Locarnese a été lancé par les huit communes et était bien ancré dans la population. Les opposants ont malgré tout réussi à convaincre une majorité d'électeurs de voter « non » en suscitant des craintes diffuses ».

En novembre 2016, un autre projet de parc national avait déjà été rejeté en Suisse : huit communes sur 17 ont voté contre la création du « Parc Adula » autour du Rheinwaldhorn. L'échec du Parc national du Locarnese sonne pour le moment le glas des projets de création de nouveaux parcs nationaux en Suisse. La Suisse est beaucoup moins bien lotie que d'autres pays de l'OCDE en termes d'espaces protégés, souligne Urs Tester. « Nous manquons en particulier de vastes zones d'un seul tenant pour la conservation et la promotion de la biodiversité. La création d'un ou de plusieurs nouveaux parcs nationaux reste donc nécessaire. » À titre de comparaison : l'Autriche et l'Italie possèdent chacune quatre parcs nationaux dans les régions alpines, les Alpes françaises et le sud de l'Allemagne en comptent trois chacun, et la Slovénie possède un parc national.

Sources et informations complémentaires :

www.parconazionale.ch (de, it), www.srf.ch/news/schweiz/abstimmungen/abstimmungen/tessiner-gemeinden/parco-nazionale-locarnese-kein-neuer-nationalpark-ums-onsernonetal (de), www.aargauerzeitung.ch/schweiz/letzte-chance-fuer-neuen-schweizer-nationalpark-131816639 (de), www.pronatura.ch/fr/wie-ein-rettungsprogramm-fuer-diese-abgelegene-gegend

À moto sur les sentiers de montagne



Randos motos sur des sentiers de montagne : une pratique récréative la plupart du temps illégale qui s'exerce aux dépens des randonneurs et de la faune sauvage.

Au mois de juin dernier, des associations environnementales locales ont réussi à empêcher l'organisation d'une rando moto programmée sur les sentiers étroits des Alpes carniques, entre l'Italie et l'Autriche. Mais le problème n'est toujours pas résolu.

Les organisateurs de la « Motocavalcata delle Alpi Carniche » le dimanche 18 juin avaient promis aux participants une succession de montées et de descentes sur les sentiers muletiers et pédestres étroits des Alpes carniques, dans le Frioul/l. Heureusement, les tronçons de sentiers gérés par le Club Alpin local ont été retirés de l'itinéraire. Les associations environnementales locales, en particulier Legambiente et la section frioulane du Club Alpin Italien, avaient remis des avis détaillés et indiqué aux organisateurs les limites du réseau pédestre. Alors que la loi régionale n'autorise pas le passage des motos sur les sentiers, les organisateurs avaient demandé une autorisation à l'Union Territoriale Intercommunale (UTI) compétente.

Les événements moto comme celui-ci sont fréquents dans le Frioul. Outre la Motocavalcata delle Alpi Carniche, d'autres événements tout terrain sont organisés dans la région, comme le Mulatrical delle Valli del Natisone. Ils attirent principalement des motards venus des pays alpins voisins où ces activités sont interdites. Ces événements motos organisés en dehors des routes asphaltées perturbent la faune, engendrent des nuisances sonores, abîment les sentiers et entrent en conflit avec d'autres formes de tourisme plus respectueuses de la montagne. Les associations environnementales du Frioul-Vénétie Julienne demandent donc des contrôles plus stricts, ainsi qu'un moratoire sur l'autorisation d'événements motos tout terrain, pour permettre aux autres touristes d'emprunter en toute tranquillité les sentiers de montagne.

Sources et informations complémentaires :

Oh...



© Gary Chan/Unsplash

...après le « planking » et le « glamping », le « plogging ». Ce néologisme issu de la contraction du mot suédois « plocka » (ramasser) et de « jogging » désigne une activité qui associe ces deux actions : débarrasser un lieu de ses déchets en courant à petites foulées. Cette tendance importée de Suède a gagné aujourd'hui les Alpes : une bonne nouvelle pour l'environnement et pour la santé. Des groupes entiers de « ploggers » se retrouvent aujourd'hui pour courir ensemble dans les villes, les parcs et les forêts et remplir de détritits les sacs qu'ils portent avec eux. Entre deux foulées, ils pratiquent squats et exercices d'étirement. Le bénéfice est double : ils font à la fois du bien à leur corps et à la planète. Le ramassage collectif des ordures est certes une activité largement pratiquée dans les Alpes depuis des décennies, mais les « ploggers » s'en moquent. #plogging sonne mieux dans le flux Instagram que #floorcleaning.

Sources et informations complémentaires :

www.sportblog.cc/plogging-neuer-oeko-lauftrend-aus-schweden/ (de), www.greenheroes.at/aktuelles/erstes-plogging-oesterreich/ (de), www.coopzeitung.ch/Laufende+Muellschlucker (de)

Agenda

Animations dans les Espaces naturels de l'Isère, 30.06.-16.09.2018, Isère/F. [En savoir plus...](#)

ClimaHost - un concours alpin, 01.07-31.08.2018, Alpes & Carpates. [En savoir plus...](#)

Jeunes au sommet, 12.-13.07.2018, Alpes & Carpates. [En savoir plus...](#)

Salon du véhicule électrique et hybride, 12.-15.07.2018, Val d'Isère/F. [En savoir plus...](#)

Soirée affut sur l'espace naturel sensible de l'Herretang, 29.07.2018, Saint-Laurent-du-Pont/F. [En savoir plus...](#)